



DOSSIER ADMINISTRATIF

Tél. : 02 99 06 03 88

Rue de La Forge • ZA La Gautrais • 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE

Fax 02 99 06 03 95 • e-mail: yblanchard.a3@orange.fr

Dénomination sociale SAS A3 SN • Capital 39 000 €

Siret 499 092 518 000 20 • Code Ape 7120B • TVA intracommunautaire 194 990 925 18

MARCHES PUBLICS

DC1

LETTRE DE CANDIDATURE

DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS¹

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature.

En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

Mairie

08, Place de l'Église

60 330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Tel : 03.44.60.72.00 – Fax : 03.44.60.72.12 – Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

B - Objet de la consultation.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

REAMENAGEMENT DES TROTTOIRS & RENOVATION DE L'ASSAINISSEMENT

DE LA RUE DE PARIS

C - Objet de la candidature.

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

☐ pour le marché public (en cas de non allotissement) ;

☒ pour le lot lot n° **3** ou les lots n°..... de la procédure de passation du marché public (en cas d'allotissement ; si les lots n'ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

« Contrôle Extérieur des Travaux d'Assainissement »

☐ pour tous les lots de la procédure de passation du marché public.

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

D - Présentation du candidat.

(Cocher la case correspondante.)

☒ Le candidat se présente seul :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

SAS A3sn – Rue de la Forge - ZA La Gautrais – 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Tél. : 02 99 06 03 88 – Fax : 02 99 06 03 95

e-mail : yblanchard.a3@orange.fr / SIRET : 499 092 518 00020

☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ NON OU ☐ OUI

E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations.

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

(*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).

F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement.

F1 - Interdictions de soumissionner

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur(*) :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (**);
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité (MDS), ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'articles 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☒

(*) Cette déclaration ne concerne pas les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie mentionnés au point E2.

(**) Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera demandé de prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

F2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2106-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F3 - Capacités.

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :
(Cocher la case correspondante.)

☒ le formulaire DC2.

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (*).

(*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

G - Désignation du mandataire (en cas de groupement).

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD].

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

A3sn
Rue de La Forge • ZA La Gaurais • 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
Tél. 02 99 06 08 88 - Fax 02 99 06 03 95
SAS A3 SN Capital 39 000 € - Siret 499 092 518 000 20
Code Ape 7120B - TVA intracommunautaire 194 990 925 18

Date de la dernière mise à jour : 26/10/2016.

MARCHES PUBLICS
**DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL
OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT¹**

DC2

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).

En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

Mairie

08, Place de l'Église

60 330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Tel : 03.44.60.72.00 – Fax : 03.44.60.72.12 – Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par cette candidature.)

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

REAMENAGEMENT DES TROTTOIRS & RENOVATION DE L'ASSAINISSEMENT

DE LA RUE DE PARIS

Lot 3 : « Contrôle Extérieur des Travaux d'Assainissement »

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C1 - Cas général :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

SAS A3sn – Rue de la Forge - ZA La Gautrais – 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Tél. : 02 99 06 03 88 – Fax : 02 99 06 03 95

e-mail : yblanchard.a3@orange.fr / SIRET : 499 092 518 00020

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

SAS

■ Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise ou un artisan au sens du II de l'article 57 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou de l'article 51 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (MDS) ?

☒ Oui ;

☐ Non.

C2 - Cas particuliers en cas de marché public réservé :

Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public réservé en application des articles [36](#) ou [37](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique et, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, fournit les textes relatifs à ce statut. Pour les autres marchés publics, il sera tenu de les fournir au stade de la vérification des candidatures, sauf dans les conditions de l'article [53](#) du décret n° 2016-360.

Statut du candidat individuel ou du membre du groupement

1. ☐ Entreprise adaptée
(article [L. 5213-13](#) du code du travail)
ou structures équivalentes

Le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionales chargées de l'emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

2. ☐ Etablissement et service
d'aide par le travail
(article [L. 344-2 et s.](#) du code de
l'action sociale et des familles) ou
structures équivalentes

Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création :

Lorsqu'il n'y a pas eu de publication de l'arrêté au recueil de actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d'établissement ou de service d'aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

3. ☐ Structures d'insertion par
l'activité économique
(article [L.5132-4](#) du code du travail)
ou structures équivalentes

La preuve de la reconnaissance du statut de structure d'insertion par l'activité économique ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

- 4.. ☐ Entreprises de l'économie
sociale et solidaire (article [1^{er}](#) de
la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou
structures équivalentes

La preuve de la qualification d'entreprise de l'économie sociale et solidaire ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

D - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participations

■ 1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés au sens de l'article 54 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et que l'acheteur est un pouvoir adjudicateur ou au sens de l'article 46 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité dans toutes les hypothèses :

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

(L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l'ensemble des conditions de participation fixées par l'acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d'inscription sur la liste officielle ou le certificat d'inscription sur cette liste.)

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d'inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

■ 2. Lorsque le marché public est soumis au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et que l'acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises en application du second alinéa de l'article 49 de ce décret :

☐ Le candidat déclare sur l'honneur satisfaire à l'ensemble des conditions de participation requises par l'acheteur.
(Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé.)

E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique E3.)

E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

Cf pièces jointes à l'offre

E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :

Cf pièces jointes à l'offre

E3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2106-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement.

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique F4.)

F1 - Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du 01/04/2013 au 31/12/2013	Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014	Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015
Chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur)	971 373,00 € HT	1 382 422,00 € HT	1 325 716,00 € HT
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l'acheteur)	100 %	100 %	100 %

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

F2 – Autres informations requises par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière :

(Chiffre d'affaires moyens sur la période demandée par l'acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d'actif et de passif, informations sur le niveau approprié d'assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l'acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire.)

Cf pièces jointes à l'offre

F3 – Pour les marchés publics de travaux :

☐ Le candidat déclare qu'il aura souscrit un contrat d'assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale (Article L. 241-1 du code des assurances).

La société A3SN n'est pas concernée par la décennale car il s'agit d'une entreprise de contrôles.

F4 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable aux MDS, sauf si l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2106-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement.

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la technique et professionnelle.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique G2.)

G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière, qu'il peut récapituler ici :

Cf pièces jointes à l'offre

G2 - Documents de preuve disponibles en ligne (hors hypothèse des MDS, sauf si l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2106-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature.

Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur, en application du II de l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou du II de l'article 40 du décret n° 2016-361 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité.

(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenue d'apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ; en cas de MDS, cette preuve est à fournir au stade de la candidature.)

Désignation du (des) opérateur(s) :

(Adapter le tableau autant que nécessaire.)

N° du Lot	Nom du membre du groupement concerné (*)	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (**), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET de l'opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s'appuie (***)

(*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(**) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Pour les groupements conjoints.

(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).

I1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement

Cf pièces jointes à l'offre

I2 Documents, renseignements ou justificatifs permettant d'évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d'accessibilité à la procédure indiqués dans l'avis d'appel à la concurrence (uniquement lorsque l'acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen)

Cf pièces jointes à l'offre


Rue de La Forge • ZA La Gautrais • 36360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
Tél. 02 99 06 03 88 - Fax 02 99 06 03 95
SAS A3 SN Capital 39 000 € - Siret 499 092 518 000 20
Code Ape 7120B - TVA intracommunautaire 194 990 925 18

Date de la dernière mise à jour : 26/10/2016.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Art. R 324-4§3 du code du travail (décret 92-508 du 11.06.1992)

Art. R 341-36 du code du travail (décret 97-638 du 31.05.1997)

Je, soussigné(e) Monsieur **Yannick BLANCHARD**

Agissant en qualité de **Président**

Pour le compte de l'entreprise :

Raison sociale : **SAS A3sn**

Adresse : **Rue de la Forge - ZA La Gautrais**

35 360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Atteste sur l'honneur que les prestations (travaux ou fournitures) de la société pour laquelle j'interviens seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.8221-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Déclare que la société pour laquelle j'interviens a l'intention de faire appel à des salariés de nationalité étrangère pour l'exécution des contrats conclus avec votre société :

☐ OUI

☒ NON

Dans l'affirmative, j'atteste sur l'honneur que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Fait à : **Montauban de Bretagne**

Le : **09 octobre 2017**

(Cachet + signature)


Rue de La Forge • ZA La Gautrais • 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
Tél. 02 99 06 03 88 - Fax 02 99 06 03 95
SAS A3 SN Capital 39 000 € / Siret 499 092 518 000 20
Code Ape 7120B • TVA Intracommunautaire 194 990 925 18

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DU CANDIDAT À UN MARCHÉ PUBLIC

Je soussigné, **M. BLANCHARD Yannick**

Nom : **BLANCHARD**

Prénom : **Yannick**

Qualité : **Président**

Téléphone : **02.99.06.03.88**

Fax : **02.99.06.03.95**

Mail : **yblanchard.a3@orange.fr**

Agissant au nom et pour le compte de (1) : **La SAS A3SN**

Au capital de : **39 000 €**

dont le Siège Social est situé : **Z.A. La Gautrais – Rue de La Forge – 35 360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE**

Inscrite au R.C.S. sous le n° **499 092 518**

Immatriculé au SIRET ou SIREN sous le numéro **499 092 518 000 20**

- a) Atteste sur l'honneur être habilité à engager la société et notamment à signer les marchés.
- b) Atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne
- c) Atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) Atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1 et 2 ,L 8221-3 et 5 , L. 5221-8 et L. 8251-1, L. 8231-1) et L.8241-1 et 2 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autreEtat de l'Union Européenne ;
- e) Atteste ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) Atteste ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- g) Atteste ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

- h) Atteste avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- i) Atteste être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L 5212-2-3-4) et L 5212-2 ou L 5212-5, du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- j) Atteste de la validité du numéro de déclaration d'activité à la Préfecture de l'entreprise en qualité d'organisme de formation , ou qu'elle est en cours de déclaration.
- k) Prend l'engagement, si mon offre est retenue, de produire (dans le délai imparti) et à la demande de la personne publique contractante, le document attestant de mes pouvoirs au titre de l'alinéa a ci-dessus, s'il y a lieu la copie du jugement prononcé au titre de l'alinéa g ainsi que les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents au titre de l'alinéa h.

Pour les MAPA d'un montant égal ou supérieur à 3000 euros TTC :

- l) Prend l'engagement de produire, si mon offre est retenue, les documents et attestations sur l'honneur demandées au titre des articles D 8222-5 ou D8222-7-8 du code du travail .

En application de l'article 441-1 du code pénal, la constitution de fausse déclaration est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Fait à Montauban-de-Bretagne, le 09/10/2017

(cachet et signature de la personne habilitée à engager l'entreprise)





Section Inspection

ATTESTATION D'ACCREDITATION ACCREDITATION CERTIFICATE

N° 3-402 rév. 5

Le Comité Français d'Accréditation atteste que :
The French Committee for Accreditation certifies that :

A3 SN
Zone Artisanale La Gautrais
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE
SIREN : 499092518

satisfait aux exigences de la norme : **NF EN ISO/CEI 17020:2012**
fulfils the requirements of the standard :
et aux règles d'application du Cofrac
and Cofrac rules of application
en tant qu'organisme d'inspection de type / *As an inspection body of type : C*

Un organisme de type C est un organisme fournissant des services d'inspection autres que de tierce partie indépendante à son organisation mère ou à d'autres clients.
A type C body is a body supplying inspection services other than "third party" to its parent organization or to other clients.

pour les domaines d'activités de / *for the domaine of activities of :*

ENVIRONNEMENT / ENVIRONMENT

pour lesquelles les activités sont précisément décrites dans l'annexe technique suivante / *which activities are precisely described in the following technical annex :*

3-402-1 Rév. 5

et réalisées à partir d'une ou plusieurs des Implantation(s) listées dans cette annexe technique.
and performed by one or several of the Geographical unit(s) listed in this technical annex.

Le Cofrac est signataire de l'accord multilatéral d'EA pour l'accréditation pour les activités objets de la présente attestation.

Cofrac is signatory of the European co-operation for Accreditation (EA) Multilateral Agreement for accreditation for the activities covered by this certificate.

Date de prise d'effet / *Granting date* : **01/12/2015**

Date de fin de validité / *Expiry date* : **30/06/2018**

Pour le Directeur Général et par délégation
On behalf of the General Director

La Directrice de Section,
The Section Director,

Carole TOUSSAINT

Cette attestation annule et remplace l'attestation N° 3-402 Rév. 4. *This certificate cancels and replaces the certificate N° 3-402 Rév. 4.*
Seul le texte en français peut engager la responsabilité du Cofrac. *The Cofrac's liability applies only to the french text.*

Comité Français d'Accréditation - 52, rue Jacques Hillairet - 75012 PARIS

Tél. : 33 (0)1 44 68 82 20 – Fax : 33 (0)1 44 68 82 21

Siret : 397 879 487 00031

www.cofrac.fr

ANNEXE TECHNIQUE

N° 3-402-1 Rév. 5

Organisme d'inspection accrédité :

A3 SN
Zone Artisanale La Gautrais
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

PORTEE D'ACCREDITATION

N°12 - ENVIRONNEMENT

Phase, type et objet des inspections	Référentiels d'inspection (réglementaires, normatifs, CdC, ...)
12.1 - Eau	
<p>12.1.1 - Contrôle des réseaux d'assainissement neufs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Contrôle du compactage des tranchées ➤ Contrôle des canalisations et des ouvrages par inspection visuelle ➤ Contrôle de l'étanchéité des canalisations et des ouvrages 	<p>Spécifications techniques applicables au réseau d'assainissement contrôlé Cahier des charges du contrôle basé sur les prescriptions des cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (fascicules pertinents), les normes applicables ou les exigences clients spécifiques Méthodes d'inspection internes s'appuyant sur l'état de l'art (normes applicables, guide technique pour la réception des réseaux neufs) développées par l'organisme</p>

Section Inspection

Liste des Implantations concernées par l'accréditation octroyée

IMPLANTATIONS	ADRESSE	TELEPHONE	TELECOPIE
Agence de Montauban de Bretagne	Zone Artisanale La Gautrais 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE	02 99 06 03 88	02 99 06 03 95

Date de prise d'effet : **01/12/2015**

Le Responsable d'Accréditation Pilote
The Pilot Accreditation Manager

Olivier BUVAL

Cette annexe technique annule et remplace l'annexe technique 3-402 Rév. 4.

Comité Français d'Accréditation - 52, rue Jacques Hillairet - 75012 PARIS

Tél. : 33 (0)1 44 68 82 20 – Fax : 33 (0)1 44 68 82 21 Siret : 397 879 487 00031

www.cofrac.fr



N° de gestion 2007B01238

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 10 septembre 2017

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	499 092 518 R.C.S. Rennes
<i>Date d'immatriculation</i>	25/07/2007
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	SAS A3 sn
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	39 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Zone d'Activités de la Gautrais II 35360 Montauban-de-Bretagne
<i>Activités principales</i>	Contrôle, vérification des performances, assistancé, coordinaton, sécurité, conseil et toutes prestations de services en matière d'hygiène publique
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 24/07/2106
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	BLANCHARD Yannick
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 10/04/1970 à Saint-Brieuc (22)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	le Guicry 22800 Saint-Donan

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	COGEP AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	2658 route d'Orléans 18230 Saint-Doulchard
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	389 488 727 R.C.S. Bourges

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Dénomination</i>	COGEP
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme à conseil d'administration
<i>Adresse</i>	2658 route d'Orléans 18230 Saint-Doulchard
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	693 720 104 R.C.S. Bourges

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Zone d'Activités de la Gautrais II 35360 Montauban-de-Bretagne
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Contrôle, vérification des performances, assistancé, coordinaton, sécurité, conseil et toutes prestations de services en matière d'hygiène publique
<i>Date de commencement d'activité</i>	30/09/2009
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Transfert
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe - ACQUIS AU PRIX STIPULE DE 177 000,00 EUROS.

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 2 du 25/07/2007	Cette société s'est constituée sans activité.
- Mention n° 3 du 14/01/2008	La société a été sans activité commerciale du 25.07.2007 au 17.10.2007.
- Mention n° 4 du 12/11/2009	Transfert du siège & de l'établissement principal de SAINT MARC LE BLANC, LA CLOSAIS exploité du 18.10.2007 au 29.09.2009

Greffé du Tribunal de Commerce de Rennes

7 RUE PIERRE ABELARD

CS 43124

35031 RENNES CEDEX

N° de gestion 2007B01238

- Mention n° 5 du 12/11/2009

à MONTAUBAN DE BRETAGNE, ZONE D'ACTIVITES DE LA
GAUTRAIS II A compter du 30.09.2009.

Observations concernant l'établissement situé Zone d'Activités de la, Gautrais
II 35360 Montauban-de-Bretagne : Pour l'établissement principal situé à
SAINT MARC LE BLANC, LA CLOSAIS il est donné la précision suivante
concernant l'origine du fonds ACHAT.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

Numéro de délivrance : 3541785

La société désignée ci-dessous :

DENOMINATION DE LA SOCIETE :
SAS A3 SN

ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT :
ZA DE LA GAUTRAIS
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

N° SIREN : 499092518

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes :

- Dépôt des déclarations de résultats et de TVA
- Paiement de la TVA⁽¹⁾
- Paiement de l'impôt sur les sociétés⁽¹⁾

Date de délivrance : le 03/01/2017

Service gestionnaire :
SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES MONTFORT
35 BD CARNOT BP 6377
35163 MONTFORT SUR MEU CEDEX
LU MA JE 8H45-12H 13H30-16H15
VE 8H45-12H OU SUR RDV
02 99 09 85 80
SIP-SIE.MONTFORT@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

⁽¹⁾ Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge.



URSSAF BRETAGNE
6 rue Robert d' Arbrissel
35052 RENNES cedex 9

A RENNES, le 04/07/2017

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: <http://www.contact.urssaf.fr>
Tel.: 3957

RÉFÉRENCES

N°SIREN 499092518

Page 1/2

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

I7Z23BIALMHIBB6

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur www.urssaf.fr

SAS A TROIS SN
CONSEIL CONTROLE VERIFICATION
ZA DE LA GAUTRAIS
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

CODE DE SÉCURITÉ

17Z23BIALMHIBB6

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur www.urssaf.fr

SAS A TROIS SN
CONSEIL CONTROLE VERIFICATION
ZA DE LA GAUTRAIS
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 10 salariés,
- pour une masse salariale de 22858 euros,
- au titre du mois de mai 2017,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS

NUMÉRO SIRET

ZA DE LA GAUTRAIS

35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

49909251800020

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS* à la date du 31/05/2017.

Fait à : RENNES
le : 04/07/2017

Le Directeur
ou son délégataire

* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.



21 NOV. 2016



01 E 06 COT001 03112016 60329408.33 N 002

SAS A3SN

57076 0056 073 025771

029983

Nantes, le 3 Novembre 2016

ZONE ARTISANALE DE LA GAUTRAIS

35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

V/Réf : Siret : 49909251.8-0002.0
(À rappeler dans tous nos échanges)

OBJET : Attestation de cotisations

ATTESTATION

Je, soussigné, atteste que l'entreprise :

- Raison sociale : SAS A3SN
- Adresse :
ZONE ARTISANALE DE LA GAUTRAIS
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE
- Numéro de Siret : 49909251.8-0002.0

a souscrit :

- un contrat retraite à **BTP-RETRAITE**,
- un contrat prévoyance auprès de **BTP-PRÉVOYANCE**.

et qu'en tenant compte des éléments connus à cette date, elle est à jour des cotisations exigibles au **31.12.2016**.

Fait pour valoir et servir ce que de droit.

Nantes, le 3 Novembre 2016

Stéphane DIXNEUF
Directeur régional

PRO BTP, le groupe paritaire de protection sociale à but non lucratif, au service du bâtiment et des travaux publics
BTP PRÉVOYANCE, Institution de prévoyance du bâtiment et des travaux publics, institution de prévoyance régie par le code de la Sécurité Sociale
7 rue du Regard 75006 Paris SIREN 784 621 468

RETRAITE
PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
ASSURANCES
VACANCES
ACTION SOCIALE

PRO BTP
OUEST-ATLANTIQUE
44176 NANTES CEDEX 4
Accueil au 02 40 38 15 00

Internet www.probtp.com

Fafiec =

26 AVR. 2016

ingénierie
+ numérique

+ études
+ conseil

+ métiers
de l'événement



016638 (016462) - 0001/0001
CL1541 (489440)

Vos références à appeler pour toute
correspondance

CODE ADHERENT : 229965.229965

0 811 021 112 Service 0 05 € : appel
prix appel

FAFIEC
25 Quai Panhard Et Levassor
75013 Paris

SAS A3 SN

II

ZONE ARTISANALE DE LA GAUTRAIS
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Paris, le 19 avril 2016

ATTESTATION DE REGLEMENT

RECU LIBERATOIRE N° 59050 :

Le FAFIEC atteste avoir reçu de l'entreprise référencée ci-dessus les sommes suivantes, au titre des contributions 2015.

Votre chèque n°4876380 du 19/01/2016 sur **2 070,19 euros TTC**

dont TVA au taux de 20,00 % **345,03 euros**

(récupérable dans les conditions du droit commun)

RECU DES ENTREPRISES DE 10-49 SALAIRES

(sur la base des salaires 2015)

	H.T.	H.T. libératoire
PLAN	1 275,12	1 275,12
Professionalisation	450,04	450,04
Total	1 725,16	1 725,16

- art. L. 6331-9 du livre III du Code du Travail

- La déclaration fiscale 2483 est supprimée à compter de 2016 MS2015 (Décret N°2015-600 du 02.06.2015 "JO du 04.06.2015")

FAFIEC

Ce reçu doit être conservé pour présentation en cas de contrôle des Services Fiscaux



ADESATT

Association d'Etude et de suivi de
L'aménagement du Temps de Travail
Dans les métiers du savoir

6036

DD0014

SAS A3 SN
ZA DE LA GAUTRAIS II
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Paris, le 26 septembre 2016

ATTESTATION DE VERSEMENT 2016 AU TITRE DES SALAIRES 2015

Références à rappeler :

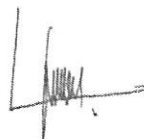
Code ADESATT : 229965
SIRET : 49909251800020

Madame, Monsieur

Nous avons enregistré pour votre compte un règlement de 60,00 Euros par chèque
4876379 sur CRCA BEGARD.

Vos cotisations 2016 sur la base de votre masse salariale 2015 sont à jour.

Le Président,
Michel De La Force





ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés,

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD
14 Bld Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS

attestons que la société

SAS A3 SN
ZA DE LA GAUTRAIS
35 360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

est bénéficiaire des garanties du **contrat N° 140 790 509**, couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités garanties au titre du contrat :

Contrôle de réseaux d'assainissement par inspections télévisuelles, tests d'étanchéité, tests de compactage, essais fumée, radiodétection.

et ce à concurrence des montants ci-après :

Garanties	Montants garantis en euros
RESPONSABILITE CIVILE AVANT LIVRAISON* Montants exprimés par sinistre * Tous dommages confondus (1) (3): Dont : <ul style="list-style-type: none"> Dommages corporels* et immatériels* consécutifs (1) limités en cas de faute inexcusable pour l'ensemble des sinistres d'une même année d'assurance à Dommages matériels* et immatériels* consécutifs Vol par préposé Dommages immatériels* non consécutifs Atteintes à l'environnement* accidentelles (2) (Montants exprimés par sinistre* et pour l'ensemble des sinistres* d'une même année d'assurance) 	 10 000 000 10 000 000 3 500 000 2 000 000 100 000 305 000 500 000
RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON* ET/OU RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE Montants exprimés par sinistre* et pour l'ensemble des sinistres* d'une même année d'assurance Tous dommages confondus (3) : Exportations aux USA et au CANADA exclues Dont : <ul style="list-style-type: none"> Dommages matériels* et immatériels* consécutifs Dommages subis par les biens confiés Dommages immatériels* non consécutifs Frais de dépose* et de repose* Frais de retrait* des produits livrés 	 2 000 000 2 000 000 305 000 305 000 305 000 300 000
PROTECTION JURIDIQUE (RECOURS ET DEFENSE PENALE)	75 000

(1) : Les dommages corporels* résultant de l'utilisation ou du déplacement d'un véhicule à moteur sont accordés sans limitation.

(2) : Sont exclus les dommages du fait ou à l'occasion de l'exploitation d'une installation classée soumise à autorisation et à enregistrement au titre des articles L 512-1 à L 517-7 du Code de l'environnement.

(3) : En cas de pluriactivités, ce montant vaut pour l'ensemble des assurés et des activités déclarées.



Contrat 140 790 509

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 sous réserve du paiement des cotisations et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle ne peut engager MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD en dehors des limites précisées par les clauses et conditions du contrat auxquelles elles se réfèrent.

Fait à Chartres, le 4 janvier 2017

Pour la Société,

MMA IARD
Siège social : 14 Bd Marie et Alexandre Oyon
72030 Le Mans Cedex 9
RCS Le Mans 440 048 882
Entreprise régie par le Code des Assurances